

COVID 19 - Mesures prises par les autorités en Russie et réactions syndicales

1. Mesures gouvernementales

La Russie est entrée en confinement le 25 mars avec une sortie envisagée provisoirement pour fin avril. Les entreprises ont reçu l'injonction de verser les salaires durant cette période. Le gouvernement met en place des mesures exceptionnelles qui allient les aides à la population, le soutien aux PME et aux grandes entreprises, la taxation des revenus financiers des particuliers et la lutte contre la fuite des capitaux.

Les aides à la population se déclinent comme suit :

- aide directe exceptionnelle aux familles avec des enfants en bas âge durant 3 mois ;
- gel du remboursement des crédits immobiliers et des crédits à la consommation si les revenus du ménage concerné se contractent de 30%, interdiction des pénalités pour retards de paiement ;
- gel des appels de fonds des syndicats gérant le parc de logement. Ces dépenses ont explosé ces dernières années causant un fort mécontentement populaire ;
- reconduction automatique de toutes les aides sociales pour les 6 prochains mois sans que leurs bénéficiaires actuels aient besoin de faire des démarches ;
- revalorisation de l'allocation chômage et de l'allocation maladie qui les ramène au niveau du salaire minimum¹ ;
- aide régionale directe aux personnes âgées sous condition du respect du confinement.

Les aides aux PME comprennent :

- baisse des cotisations sociales (le taux passe de 30% à 15% du salaire net) ;
- ajournement de tous les impôts dus à l'exception de la TVA ;
- moratoire de 6 mois pour les titres exécutoires.

Le gouvernement envisage désormais d'autres mesures comme des allègements fiscaux pour les dépenses exceptionnelles liées au COVID dans les **grandes entreprises**, l'interdiction de faillite pour les entreprises stratégiques, etc.

¹ Le salaire minimum en Russie est très bas. Il ne représente qu'un quart du salaire médian (60% en France). Bien que le Code du travail adopté en 2002 stipule que le salaire minimum ne peut pas être inférieur au minimum vital, cette équivalence n'a été péniblement atteinte que juste avant la crise du coronavirus.

Quant à la **taxation des revenus financiers**, le gouvernement introduit une taxe de 13% sur les revenus des placements financiers des particuliers supérieurs à 1 mln de roubles². Les transferts vers les comptes offshore seront désormais taxés de 15% au lieu de 2% précédemment. La Russie se saisit donc de cette opportunité pour **lutter contre la fuite des capitaux**.

La Russie déploie également en parallèle des mesures de traçage des déplacements de la population qui mettent en cause les libertés fondamentales.

Par ailleurs, cette situation spéciale a conduit à ajourner le référendum sur la réforme constitutionnelle dont une des mesures phares consiste à permettre à V. Poutine de rester au pouvoir pour deux nouveaux mandats supplémentaires de 6 ans.

2. Réactions syndicales

Suite aux annonces gouvernementales, la principale centrale du pays, **la FNPR** a écrit au gouvernement russe pour présenter ses revendications :

- revaloriser de 50% des salaires du personnel médical ;
- prévoir des sanctions pour les entreprises qui licencieraient leur personnel ;
- baisser la TVA ;
- introduire le barème progressif pour l'impôt sur le revenu³
- introduire un moratoire d'un an sur les privatisations d'entreprises et élaborer un mécanisme de nationalisations pour celles qui mériteraient d'être de nouveau intégrées au giron de l'Etat ;

La KTR, la deuxième centrale du pays met l'accent sur un des principaux maux de la Russie, le travail informel. Sur 77 millions d'actifs, la caisse des retraites touche des cotisations pour 43,5 millions d'entre eux. Le nombre de personnes employées touchant des salaires « au noir » (non déclarés) et des salaires « gris » (sous-déclarés) est d'environ 25 mln. Les « travailleurs indépendants » seraient au nombre de 8 mln, mais seul 0,5 mln d'entre eux sont déclarés. L'économie russe fait massivement appel aux travailleurs migrants issus des anciennes républiques soviétiques. Ces personnes, souvent employées au noir sont particulièrement touchées par l'arrêt de l'activité économique.

La KTR demande donc au gouvernement de rendre l'ensemble des travailleurs « informels » éligibles à l'allocation chômage ou, à défaut, de leur fournir un panier alimentaire de base et de les exempter de paiement des loyers.

Le système de santé russe reste bien pourvu en nombre de lits et d'appareils respiratoires, mais il souffre de politiques de gestion managériales grevant les revenus du personnel médical et intensifiant son travail au dépend de la qualité des soins. Il est traversé depuis plusieurs années par d'importantes vagues de contestation. **Les syndicats du secteur**

² Ce montant représente 2 ½ ans de salaire moyen. Cette mesure concernera 1% des particuliers détenant des placements.

³ Actuellement la Russie applique à tous les revenus le même taux d'imposition de 13%, alors que les écarts de revenu sont abyssaux. Le caractère injuste de cet impôt est manifeste. Par ailleurs les hauts salaires sont quasiment exemptés de cotisations sociales. Les propositions de la FNPR visent à corriger ces distorsions et ne pas se contenter d'extension d'impôt sur le revenu sur les revenus des placements supérieurs à 1 mln de roubles comme le fait le gouvernement.

médical ont mis en place un système d'alerte en cas d'obligation de travailler sans matériel de protection. Dans certaines régions ils ont obtenu que le personnel âgé de plus de 65 ans puisse faire valoir son droit au confinement. Ils négocient avec les autorités locales les modalités de transport et de logement temporaires dans les villes où les transports publics sont à l'arrêt.